

MAI 2021

Volontariat international d'échange et de solidarité, quelle contribution à l'Agenda 2030 ?

Synthèse de l'Étude expérimentale - Focus ODD 4



MAI 2021

Volontariat international d'échange et de solidarité, quelle contribution à l'Agenda 2030 ?

*Synthèse de l'Étude expérimentale -
Focus ODD 4*

Directeur de la publication :

Yann Delaunay, Délégué général de **France Volontaires**

Coordination de l'étude :

France Volontaires : Julien Bécasse, Lucie Morillon

Pilotage de l'étude :

AGIRabcd : Liliane Tozzi

ATD Quart Monde : Damien Alnar

CLONG-Volontariat : Sébastien Radisson

Délégation Catholique pour la Coopération : Clément Bonnel

DEFAP - Service Protestant de Mission : Laura Casorio

France Volontaires : Julien Bécasse, Clarisse Bourjon, Lucie Morillon

France Volontaires - Espace Volontariats Madagascar :

Adèle Bresson, Faniry Rakotomalala, Niry Ramarijaona, Lovasoa Ratsimba

Groupe des Éducateurs sans Frontières : Gérard Farcy

La Guilde : Aurélie Colladon

Ligue de l'Enseignement : Emilie Boulangé

IFAID : Ghislain Bregeot

Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères: Mehdi Achour

Région Centre-Val de Loire : Lisa Bonnet

Service de Coopération au Développement (SCD) : Théoneste Habimana

Équipe chargée de l'enquête :

Sociotopie, atelier de sciences humaines et sociales appliquées :

Maya Leclercq, Antoine Talva, Mamy Rakotoarimanana

Rédaction :

Sociotopie : Maya Leclercq, Antoine Talva

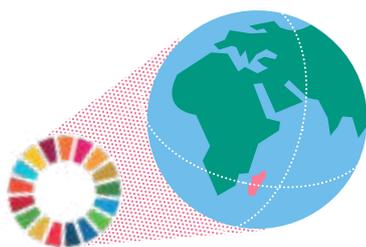
France Volontaires: Julien Bécasse

Maquette et graphisme :

Clara Busson



Cette note de synthèse vise à présenter les principaux résultats de l'étude sur la contribution du Volontariat International d'Échanges et de Solidarité (VIES) à l'Agenda 2030. Avant de les détailler, nous proposons de revenir sur les éléments qui ont participé à l'élaboration de cet objet d'enquête, ainsi que sur la méthodologie mise en œuvre pour son investigation et les impacts de la crise de la Covid-19 sur cette dernière. Nous terminerons par les pistes de recommandations envisagées avec les partenaires de l'étude au travers d'un atelier de co-construction.



Enjeux de départ et lancement de l'étude

Le volontariat est reconnu dans le texte cadre de l'Agenda 2030 comme un « levier puissant et transversal de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) à travers leur capacité de mobilisation des individus à l'échelle nationale pour contribuer à mettre en œuvre les politiques de développement », mais pour autant il n'apparaît pas explicitement dans les ODD, les cibles à atteindre ou les indicateurs de suivi. C'est dans ce sens que le premier « Groupe de Travail » (GT) du programme d'études de France Volontaires a mis en œuvre un projet visant à développer des outils et méthodes pour observer la contribution du Volontariat International d'Échange et de Solidarité (VIES) à l'Agenda 2030. Ce GT est porté par France

Volontaires et composé des organisations suivantes : AGIRabcd, ATD Quart Monde, CLONG-Volontariat, la Délégation Catholique pour la Coopération (DCC), DEFAP, France Volontaires, le GREF, la Guilde, IFAID, Ligue de l'Enseignement, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), la Région Centre-Val de Loire, et le Service de Coopération au Développement (SCD).

Pour ce faire, le GT a adopté une démarche expérimentale et pragmatique : éclairer une partie précise de l'Agenda 2030 afin de rendre intelligible sa globalité. Mûri de nombreuses concertations, **l'objet d'enquête s'est alors centré autour de l'ODD 4 - « accès à une éducation de qualité » et à deux de ces cibles spécifiques : 4.3 (formation professionnelle et enseignement supérieur) et 4.5 (Égalité des chances)**. Celles-ci ont ensuite été traduites par le GT en **un indicateur spécifique** afin d'illustrer la contribution à ces cibles, pour chercher à inscrire la contribution des VIES et la rapporter à cet ODD : « *Nombre d'heures d'enseignement ou de formation permises par des volontaires en direction de jeunes et adultes dans un cadre formel ou non formel, sur une année* ». Dans cet esprit et afin d'observer la contribution du VIES à l'Agenda 2030, deux temps d'études distincts mais complémentaires ont été déployés.



Protocole et méthodologie de l'enquête

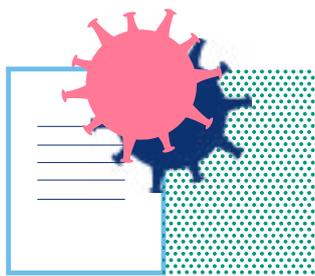
Une première phase d'étude par questionnaire en ligne a été lancée, sur un terrain transnational, à destination de tous les volontaires des organisations membres de France Volontaires, ainsi que des volontaires des organisations agréées VSI, et via les Espaces Volontariats (représentations de France Volontaires dans les pays partenaires) - répondant à un certain nombre de caractéristiques.

Cette première phase visait à illustrer de manière quantitative l'apport des volontaires à l'ODD 4 - notamment via le renseignement de l'indicateur susmentionné. 649 volontaires ont alors répondu au questionnaire et nous avons collecté un total de 447 réponses complètes.

Celles-ci ont permis une meilleure appréhension globale de la contribution du VIES à l'Agenda 2030 au travers de nombreux apports, mais ont révélé également des zones d'ombre (notamment quant à la question de l'indicateur développé par le GT).

Afin d'approfondir ces résultats et d'explorer les pistes qu'ils avaient dessinés, une deuxième phase d'étude qualitative par entretiens a été mise en œuvre, sur un terrain spécifique - **Madagascar**. Un choix méthodologique justifié par le fait que l'éducation y soit une voie de développement privilégiée par la politique nationale de développement, mais aussi par la présence importante de volontaires et d'organisations partenaires sur ce territoire.

Dans un souci de cohérence et de prolongement, les volontaires sont restés les cibles prioritaires de cette étape, même si d'autres acteurs en structures d'envoi et d'accueil de volontaires y ont également été inclus. Au total, ce sont 9 Volontaires de solidarité internationale (VSI) et 7 acteurs en structures, représentant les statuts de VSI, Service Civique et Volontariat d'Échange et de Compétences (VEC), qui ont été interrogés au travers d'entretiens semi-directifs d'une durée moyenne d'une heure.



Impact de la Covid-19 sur la méthodologie et le protocole d'enquête

Comme l'ensemble de la planète, cette étude a été grandement bousculée par la crise mondiale de la Covid-19, ce qui a impliqué de nombreux changements d'ordres méthodologique et pratique -

spécialement pour la seconde phase d'étude. Celle-ci était prévue en avril 2020 sur le terrain à Madagascar, mais a dû être annulée pour des raisons sanitaires et finalement réalisée depuis la France.

Par la suite, une deuxième période de confinement a de nouveau perturbé le travail d'enquête - c'est pourquoi la majeure partie des entretiens ont finalement été réalisés en visioconférence et par téléphone.

L'approche méthodologique globale initialement envisagée s'est vue délimitée et délestée de ses principaux outils - observations, focus groupes, atelier de co-construction de recommandations et restitution aux participants de l'étude. Dans ce sens, il n'a pas été possible de produire tous les résultats escomptés.



Résultats de l'étude

Nous présentons ici les résultats des deux phases d'études. Chaque sous-partie débute par les réponses apportées par l'analyse du questionnaire et les principales pistes qui ont alors été dessinées lors de la première phase, puis est prolongée et approfondie par les apports de l'étude qualitative.

De la méconnaissance « formelle » de l'Agenda 2030 par les volontaires

L'analyse des questionnaires nous avait renseigné sur le fait que la connaissance de l'Agenda 2030 par les VIES était mineure - en effet, 57,98 % des répondants déclarent ne pas le connaître « *du tout* ». Toutefois, après lecture d'informations le concernant, ils sont une grande majorité à le considérer comme « *utile* » et « *opérationnel* », révélant de fait un important manque d'appropriation de ce cadre. Le travail d'investigation qualitatif nous a alors permis d'apporter des éléments d'explication à cette tendance.

Tout d'abord, la communication autour de l'Agenda 2030 est relativement récente : il semble y avoir un lien de corrélation entre la date de départ et la connaissance des ODD par les volontaires. Nous avons également constaté qu'il y avait une différence d'appropriation selon leurs profils, les missions qu'ils réalisent, ainsi que la taille des structures dans lesquels ils évoluent. Celles et ceux qui le connaissent le mieux l'ont généralement étudié durant leurs études, et sont majoritairement inscrits dans des actions « d'organisation » et de « coordination », plutôt que directement dans des actions de formation. Il semble également que plus les organisations d'accueil sont importantes (notamment en termes de salariés), plus l'Agenda 2030 est connu par les volontaires (les relations avec les partenaires institutionnels étant d'office plus fréquentes).

Néanmoins, même lorsque la logique des ODD commence à être intégrée, le terrain semble toujours aux volontaires « *lointain* » et « *déconnecté* » de ses enjeux. Cet élément, central, révèle un important besoin de « *contextualiser* » l'Agenda 2030 relativement à la réalité de terrain des volontaires. Dans ce sens, une formation à « l'interculturalité » plus importante apparaît nécessaire et plébiscitée par les volontaires, afin de pallier leurs difficultés d'intégration et d'opérationnalité sur le terrain. Sans cette étape, il semble difficile de, ne serait-ce que penser à l'Agenda 2030, tant le terrain semble déconnecté de ses objectifs.

Des objectifs et de l'évaluation interne des volontaires

Dans la lignée de cette méconnaissance, la première analyse avait révélé le fait que **très peu de volontaires rattachaient leurs objectifs et ceux de leurs structures à l'Agenda 2030 ; se référant plutôt à des cadres nationaux, régionaux, voire locaux.** Nous avons à cœur de nous y intéresser afin de voir s'ils étaient bien imbriqués dans d'autres cadres plus importants. La question de l'évaluation de la plus-value des volontaires, à l'aune de ces objectifs, nous interrogeait également afin de pouvoir estimer leur contribution.

L'indicateur développé par le GT nous a montré quelques limites dans cet exercice au travers d'une distribution du « *nombre d'heures d'enseignement ou de formation permises par des volontaires en*

direction de jeunes et adultes dans un cadre formel ou non formel, sur une année » très inégale selon les volontaires et structures (passant de dizaine à des millions d'heures pour certains). L'enquête qualitative nous a alors permis de montrer que les structures éprouvaient globalement des difficultés à traduire et inscrire leurs objectifs dans le cadre de l'Agenda 2030 – se référant ainsi effectivement plus généralement à des documents nationaux, régionaux, locaux – voire aux « *simples* » besoins des populations sur leurs territoires. Cette réalité marque le fait qu'il y a toujours un manque de connaissance et d'appropriation des ODD par les organisations d'accueil de volontaires. Si certaines s'y réfèrent directement, ce n'est pas le cas d'une majeure partie d'entre elles qui n'ont alors qu'une vision « *tronquée* » de leur contribution globale.

À ce titre, **le travail de plaidoyer et de communication réalisé, notamment, par France Volontaires, est souvent reconnu comme un un important levier de prise de conscience. Cette dynamique pourrait ainsi favoriser l'intérêt des structures à utiliser les ODD comme cadre pour illustrer les actions menées par les organisations du secteur.**

Quant aux modes d'évaluation des volontaires en interne, nous avons pu voir qu'ils sont tous différents : nous en comptons au moins autant qu'il y a de missions et de structures d'accueil aux objectifs singuliers.

Aucune des personnes interrogées n'a fait mention de nombre d'heures dispensées ou permises, soulignant **la nécessité de transcender l'indicateur développé par le GT**. Les évaluations se basent principalement sur des indicateurs « qualitatifs » (renforcement des compétences, pérennisation des projets, partenariats, etc.) plutôt que « quantitatifs » (pourcentage de population, nombre d'heures, etc.). **La plus-value des volontaires réside, selon les structures d'accueil, plutôt dans leurs « capacités relationnelles » et leur « expertise professionnelle » dans l'organisation et la coordination.**

La contribution protéiforme des volontaires

À l'issue de l'analyse des questionnaires, il est apparu qu'une large partie de l'activité, et donc de

l'impact des volontaires, **dépassait le strict cadre de l'ODD 4**. Révélant de fait la **nécessité de s'intéresser aux croisements et aux interrelations des ODD dans leurs missions**, afin de mettre en lumière cet aspect central et de mieux appréhender leur concours global à l'Agenda 2030.

Les entretiens nous ont permis de montrer que ces missions représentent toujours une réalité idiosyncratique (selon la finalité de l'action, le lieu où est réalisée la mission, l'environnement culturel, économique et social, le public ou les domaines visés par les différentes actions menées), semblant ainsi confirmer que les actions de formation/éducation dispensées ou permises par les volontaires ne représentent finalement qu'une partie de leur contribution à l'ODD 4 et à la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Il y a une sorte de relation « intrinsèque » entre les différents éléments qui nécessite d'être rendue visible. Pour ce faire, nous nous sommes appuyés sur une étude de cas de mission d'une volontaire, qui cristallisait des enjeux communs à l'ensemble des personnes interrogées.

Le « *cœur de mission* » de cette volontaire réside bien dans l'ODD 4 (il s'agit d'une coordinatrice pédagogique dans une ONG). Cependant, son travail, lui, est très diversifié et correspond finalement à une contribution plus générale à l'Agenda 2030. Avant de pouvoir œuvrer sur le champ de l'ODD 4, un important travail est réalisé en amont (ODD 1 – mise en place de bourses scolaires, ODD 6 – accès à l'eau dans les lieux de formation, ODD 17 – recherche et mise en œuvre de partenariats/financements). Cette étape préalable permet notamment la mise en place des conditions nécessaires à l'exercice du « *cœur de mission* » principal. Celui-ci a par la suite de nombreuses répercussions directes et indirectes sur un ensemble bien plus vaste :

- À court terme sur les ODD 2 (Faim « zéro ») et ODD 3 (Bonne santé et bien-être) – en offrant un environnement sain et sécurisant, qui répond aux besoins primaires du public visé.
- Puis à moyen et long terme, sur les ODD 1 (Pas de pauvreté), 5 (égalité entre les sexes), 8 (Travail décent et croissance économique), 10 (Inégalité réduites) et 16 (Paix, justice et institutions efficaces) – en réduisant les inégalités, en favorisant une meilleure insertion professionnelle et par conséquent

en réduisant la pauvreté et en facilitant les processus de paix entre les différentes communautés. Pour envisager la contribution des volontaires dans ce cadre, il est donc nécessaire de l'appréhender de manière globale, plutôt qu'isolément.

De la richesse et de la force du réseau d'acteurs du volontariat

Pour plus de 66% des répondants au questionnaire, le nombre d'intervenants ponctuels sur une année varient entre « 2 à 10 ». Étant donné que 75 % des volontaires interviennent plutôt dans l'organisation, la gestion et la coordination, le concours d'une pluralité d'acteurs est essentiel dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et de l'ODD 4. Sans que nous ne puissions réellement mesurer cet apport, a minima de manière quantitative, il faut s'y intéresser dans les faits – afin de rendre visible cette sorte de « *face cachée de l'iceberg* » déterminante et consubstantielle.

Tout d'abord, **l'essentiel rôle préalable des structures d'envoi** : ce sont elles qui « *sélectionnent* » les volontaires en répondant aux exigences de « *fiches de mission* » données. Cette étape préalable, ainsi que les formations dispensées avant les départs en mission, gagent de la bonne réussite et mise en place du volontariat (et donc également du concours éventuel aux ODD).

Ensuite, ce sont les structures d'accueil qui sont au centre de l'équation. Elles facilitent l'entrée des volontaires au sein d'un nouvel environnement et de l'équipe (généralement composée principalement de salariés malgaches). Même si les volontaires interviennent plus souvent dans des actions de coordination, formation et accompagnement de ces équipes ; celles-ci leurs permettent une meilleure intégration, un accès privilégié au terrain et aux acteurs locaux – donc de réaliser plus efficacement leurs missions. Il y a donc ici une sorte de relation d'interdépendance « *innée* » essentielle à la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

De nouveau, considérant les volontaires comme œuvrant principalement à la gestion et coordination des actions de formation, le concours de nombreux intervenants extérieurs participe de la réalisation directe de la mise en œuvre et de l'impact des volontaires sur la réalisation de l'ODD 4 et de

l'Agenda 2030. Celui-ci étant permis notamment grâce aux multiples relations de partenariats qui caractérisent l'écosystème du volontariat.

Le concours de nombreux intervenants extérieurs participe de la réalisation directe de la mise en œuvre et de l'impact des volontaires sur la réalisation de l'ODD 4 et de l'Agenda 2030. Celui-ci étant généralement permis notamment grâce aux multiples relations de partenariats qui caractérisent l'écosystème du volontariat

Les bénévoles locaux, parmi lesquels peuvent également s'inscrire les intervenants extérieurs, sont très importants sur le terrain. Le cœur de mission des volontaires interrogés est bien l'éducation et la formation dans un cadre « formel », cependant les temps « informels » et « hors » cadre de

mission sont également jugés importants. C'est à cette occasion qu'interviennent majoritairement les bénévoles locaux, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs des structures.

Enfin, les volontaires peuvent être considérés comme les « *pierres angulaires* » du volontariat. D'abord dans le volet gestion et coordination des acteurs que nous avons évoqués précédemment, mais aussi dans leur travail de traduction et d'adéquation des différentes logiques qui traversent le volontariat.

Les volontaires peuvent être considérés comme les « pierres angulaires » du volontariat. D'abord dans le volet gestion et coordination des acteurs que nous avons évoqués précédemment, mais aussi dans leur travail de traduction et d'adéquation des différentes logiques qui traversent le volontariat

D'un côté les orientations fixées par les structures d'accueil, d'un autre celles des bailleurs internationaux qui financent en partie leur action et le développement de projets, et

enfin celles des pouvoirs publics (locaux, régionaux et/ou nationaux). C'est à l'interface de ces trois pôles que le travail des volontaires peut être perçu comme le plus important car ce sont eux qui permettent de concilier ces différentes logiques avec les besoins et réalités de terrain des partenaires locaux –

principaux bénéficiaires des actions réalisées. Grâce à cela, un développement cohérent et efficient peut être envisagé.

De la contribution des volontaires à l'ODD 4

Les apports des volontaires à cet ODD sont de trois natures différentes : qualitatifs, quantitatifs et « mixtes ».

Tout d'abord, « qualitatifs » et liés principalement aux actions de formation et d'éducation « directes » : les volontaires sont « *porteurs d'innovations* » et permettent de faire évoluer le modèle éducatif malgache en amenant de nouvelles formes de pédagogie et de nouveaux outils (informatiques, entre autres) – améliorant ainsi considérablement

Au travers de tous ces éléments, nous voyons donc que la contribution des volontaires est très diversifiée (qualitative, quantitative, mixte) et qu'elle intervient à plusieurs niveaux (actions d'éducation / formation, organisation, renforcement de compétences, gestion ect.).

la réussite de l'enseignement. Ils réalisent également un important travail de renforcement des compétences des acteurs locaux (via la formation professionnelle) et apportent une « *mixité culturelle* » qui favorise l'évolution des manières d'enseigner, de la déontologie – ceci permettant plus d'efficacité et d'efficience globale.

Les actions d'éducation et de formation « non-formelles » et « informelles » en sont les principales manifestations. Ces dernières participent grandement à la poursuite du cursus scolaire des publics vers lesquels elles sont orientées, en favorisant l'apprentissage du français hors du cadre scolaire « formel » - notamment durant les temps périscolaires. Une faible partie de la population malgache parle couramment français, y compris les professeurs, pourtant c'est la langue de l'enseignement à partir de la classe du CE2. Le concours des volontaires représente donc un appui et un complément essentiel à l'éducation nationale malgache, qui participe de la réussite du modèle éducatif global.

La contribution des volontaires s'exprime également au travers d'apports quantitatifs et « mixtes » (croisant les deux dimensions), liée cette fois-ci plutôt à des actions de coordination, d'organisation et de renforcement des compétences. À ce titre, ils jouent un rôle essentiel dans l'accompagnement des projets de développement en rapport avec l'éducation et la formation. Forts de leurs « *expertise professionnelle* » et « *atouts relationnels* », ils aident à la formalisation, au déploiement et à la structuration des projets portés par les partenaires locaux.

Ces mêmes qualités couplées à leur statut de « *Français* » - hautement symbolique à Madagascar – viennent favoriser le renforcement des partenariats locaux, régionaux nationaux et internationaux. Ils facilitent dans le même sens l'apport de financements de la part des institutions et bailleurs internationaux – cela permettant *in fine* la création d'une plus grande offre d'enseignement offrant un cadre idéal d'avancement des objectifs relatifs à l'ODD 4 à Madagascar.

Au travers de tous ces éléments, nous voyons donc que la contribution des volontaires est très diversifiée (qualitative, quantitative, mixte) et qu'elle intervient à plusieurs niveaux (actions d'éducation / formation, organisation, renforcement de compétences, gestion, etc.). Cette pluralité rend donc par essence très difficile son appropriation et son évaluation au travers d'un seul et unique indicateur comme celui développé par le GT. Proposer une alternative efficiente au regard des enjeux de cette étude semble dans ce sens bien complexe, pour englober l'ensemble des contributions permises par les volontaires à l'ODD 4.



Éléments de réflexion issus de l'atelier de co-construction des recommandations avec les membres du GT

Cet atelier s'est structuré autour de trois pistes et questions principales :

- Comment mieux valoriser la contribution des volontaires à l'ODD 4
- Comment mesurer d'une manière générale la contribution des volontaires à l'Agenda 2030 / sur d'autres ODD
- Les pistes pour une meilleure valorisation et appropriation de l'Agenda 2030.

La réflexion commune a eu pour objectif d'ébaucher des pistes de recommandations, ainsi que d'envisager la suite du programme d'études sur les enjeux soulevés par cette étude.

La contribution des volontaires à l'ODD 4 : celle-ci peut être valorisée par le biais d'une traduction des indicateurs « qualitatifs » mis en avant durant la seconde phase d'étude (montée en compétences des acteurs, innovation apportée) en indicateurs « quantitatifs » (transfert de compétences, expertise et accompagnements).

Ces éléments et aspects caractéristiques, soulignés par les structures d'accueil, pourraient alors tout à fait être rapportés à d'autres ODD et à l'ensemble de l'Agenda 2030. De nouveaux indicateurs « quantitatifs » pourraient également être développés en s'appuyant sur les objectifs définis dans les Plans Nationaux de Développement des pays. La récolte des données au moment des rapports de fin de mission des volontaires, ou à l'occasion de cycles d'évaluation systématisés qui se rapporteraient directement à l'atteinte des ODD, permettrait notamment leurs renseignements.

Il a également été relevé que cette étude pourrait être prolongée sur un autre terrain, en s'intéressant aux points de vue des autres parties prenantes du volontariat (notamment les bénéficiaires des actions réalisées par les volontaires), de façon à avoir une vision globale de leur apport. Cela permettrait également de venir tester les principaux résultats issus de la seconde phase d'étude qualitative et de rendre compte de manière plus approfondie et factuelle des apports des volontaires. Enfin, la vision critique des volontaires de leurs propres apports et missions semble importante et mériterait d'être « *investiguée ou valorisée* »

Plus de cinq ans après son adoption, l'Agenda 2030 et ses 17 Objectifs de développement durable (ODD) représentent aujourd'hui un cadre international de référence destiné à éliminer la pauvreté, protéger la planète et améliorer le quotidien de toutes les personnes partout dans le monde.

Alors que le volontariat n'apparaît pas explicitement dans les ODD, les cibles à atteindre ou les indicateurs de suivi, il est reconnu dans le texte cadre de l'Agenda 2030 comme partie prenante dans la réalisation des 17 ODD. Et à travers le monde, les organisations de volontariat et les volontaires ont su illustrer leur apport au quotidien pour des sociétés plus solidaires et durables, en menant des actions concrètes pour répondre aux enjeux climatiques, lutter contre les inégalités, améliorer l'accès à l'éducation ou encore promouvoir l'égalité femmes-hommes.

Cependant, comment s'approprier le cadre de l'Agenda 2030 quand on est acteur du volontariat international d'échange et de solidarité ? Quelle est la place de l'engagement citoyen dans l'atteinte d'ODD ? Et comment mesurer l'impact du volontariat dans la réalisation de l'Agenda 2030 ?

France Volontaires et **onze de ses organisations membres**, ainsi que l'atelier de sciences humaines et sociales **Sociotopie**, ont apporté des premières réponses à ces questions, grâce à une étude expérimentale sur **La contribution du volontariat international d'échange et de solidarité à l'Agenda 2030**, en s'intéressant plus particulièrement à **l'ODD 4 « Education de qualité »** et à **Madagascar**.

